

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 31/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DIELIX (ex SARP biodiesel)

727 Route du Hazay
78520 Limay

Code AIOT : 0006512371

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/07/2025 dans l'établissement DIELIX (ex SARP biodiesel) implanté 727 Route du Hazay 78520 Limay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DIELIX (ex SARP biodiesel)
- 727 Route du Hazay 78520 Limay
- Code AIOT : 0006512371
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société DIELIX a été créée le 4 janvier 2008. L'établissement du site de LIMAY abrite différentes activités à savoir :

- traitement de matières premières grasses (HAU);
- fabrication de produits chimiques organiques (glycérol et ester méthylique d'acide gras « EMAG »).

Au regard de ses activités de traitement de déchets non dangereux, la société DIELIX est soumise au régime de l'autorisation au titre des ICPE. Les activités de cette société sont encadrées par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter N°08-005 du 4 janvier 2008 et complété par l'arrêté de prescriptions complémentaires N°2016-40451 du 12 décembre 2016.

Thèmes de l'inspection : Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6. III.	Demande d'action corrective	3 mois
2	Équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 5	Demande d'action corrective	6 mois
3	Équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6. I.	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Equipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3	Demande d'action corrective	6 mois
5	Equipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 4 - I.	Demande d'action corrective	3 mois
6	Equipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18 - I. et 25 - IV.	Demande d'action corrective	3 mois
7	Equipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15 - I.	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le suivi en service des équipements sous pression de la société DIELEX est très perfectible. De nombreux retards d'échéances périodiques sont constatés et semblent être la conséquence d'un défaut de désignation claire d'une personne en charge de cette thématique. L'équipe d'inspection a néanmoins rencontré une équipe dynamique et coopérative qui a su démontrer sa volonté de régulariser au plus vite les manquements.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6. III.
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des ESP
Prescription contrôlée : [...] III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des

<p>tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant fournit à l'équipe d'inspection la liste de ses équipements sous pression devant faire l'objet d'un suivi en service. L'équipe d'inspection constate que cette liste contient l'ensemble des informations requises par les prescriptions réglementaires. La liste contient 23 équipements dont 4 équipements frigorifiques.</p> <p>Non-conformité n° 20250724-NC-1 : La liste des équipements sous pression de l'exploitant comporte une erreur, la date renseignée pour la dernière requalification périodique de l'équipement de fabrication X. PAUCHARD n° X7221 est le 27/04/2018, alors que le dossier d'exploitation mentionne la date du 01/06/2018.</p> <p>L'exploitant doit sous 3 mois fiabiliser les informations contenues dans la liste de ses équipements sous pression.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Équipements sous pression

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Personnel</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'exploitant dispose du personnel nécessaire à l'exploitation, à la surveillance, et à la maintenance des équipements. Il fournit à ce personnel tous les documents utiles à l'accomplissement de ces tâches.</p> <p>Le personnel chargé de l'exploitation et celui chargé de la maintenance d'équipements sont informés et compétents pour surveiller et prendre toute initiative nécessaire à leur exploitation sans danger.</p> <p>Pour les équipements répondant aux critères de l'article 7, le personnel chargé de l'exploitation est formellement reconnu apte à cette conduite par l'exploitant et périodiquement confirmé dans cette fonction.</p> <p>II. - L'exploitant fournit les moyens humains et matériels nécessaires aux opérations de contrôle.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare ne pas disposer du personnel suffisamment informé et compétent pour</p>

surveiller et prendre toute initiative à l'exploitation sans danger de ses équipements sous pression. L'exploitant déclare avoir néanmoins prévu de faire bénéficier son personnel d'une formation qui leur sera dispensée dès le 25/09/2025.

Non-conformité n° 20250724-NC-2 : L'exploitant dispose d'équipements répondant aux critères de l'article 7 et déclare par ailleurs ne pas avoir formellement reconnu apte à leur conduite le personnel chargé de leur exploitation.

L'exploitant doit sous 6 mois faire bénéficier le personnel d'une formation lui permettant d'acquérir les compétences et connaissances nécessaires à la surveillance et la prise de toute initiative nécessaire à l'exploitation sans danger des équipements sous pression de l'établissement et mettre en place cette reconnaissance qui doit de plus être périodiquement renouvelée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6. I.

Thème(s) : Risques accidentels, Dossier d'exploitation – Equipement X. PAUCHARD n° X7221

Prescription contrôlée :

I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques.

Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication :

- si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ;

- si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ;

- l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage.

Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation :

- pour tous les équipements :

- la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ;

- un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ;

<p>- les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ;</p> <p>- en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ; [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'équipe d'inspection a demandé à se faire présenter le dossier d'exploitation de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'équipement de marque AIRCOM n° 3206, présentant un volume de 170 l, une PS de 16 bars et contenant un fluide de groupe 2 ; - l'équipement de marque X. PAUCHARD n° X7221, présentant un volume de 1000 l, une PS de 10,7 bars et contenant un fluide de groupe 2. <p>L'équipe d'inspection constate que le dossier de l'équipement X. PAUCHARD est complet.</p> <p>Non-conformité n° 20250724-NC-3 : Le dossier d'exploitation de l'équipement AIRCOM n°3206 est incomplet, le rapport de la dernière inspection périodique de novembre 2021 est manquant L'exploitant doit sous 3 mois compléter ce dossier d'exploitation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Equipements sous pression

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Accessoires de sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>V. - Les accessoires de sécurité sont dimensionnés en fonction des conditions de service et des processus industriels mis en œuvre dans les équipements qu'ils protègent.</p> <p>La technologie retenue pour ces accessoires ainsi que leur position sur les installations sont compatibles avec les produits contenus dans les équipements qu'ils protègent. Ils ne doivent pas en particulier pouvoir être endommagés par des produits toxiques, corrosifs ou inflammables.</p> <p>Les mesures nécessaires sont prises pour que l'échappement du fluide éventuellement occasionné par leur fonctionnement ne présente pas de danger.</p> <p>Les conditions de leur installation ne font pas obstacle à leur fonctionnement, à leur surveillance ou à leur maintenance. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Non-conformité n° 20250724-NC-4 : L'équipe d'inspection constate que les soupapes de sécurité des équipements de fabrication X. PAUCHARD n° X6675, n°6525 et n° X7221 sont montées en position latérale de la cuve, juste au-dessus des plaques d'identification de ces équipements. Les fluides pouvant s'échapper de ces soupapes pourraient présenter un danger pour le personnel de l'établissement.</p>

L'exploitant doit sous 6 mois monter ces soupapes sur le trou situé sur le dessus de l'équipement ou faire installer un déflecteur adapté. Dans cette attente, l'exploitant doit sensibiliser son personnel à ce risque.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Equipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 4 - I.
Thème(s) : Risques accidentels, Respect de la notice d'instructions
Prescription contrôlée : [...] Les conditions d'installation, de mise en service, d'utilisation et de maintenance définies par le fabricant, en particulier celles figurant sur l'équipement ou sa notice d'instructions sont respectées.
Constats : Non-conformité n° 20250724-NC-5 : Les trois équipements de fabrication X. PAUCHARD de l'établissement ne sont pas fixés au sol et ne sont pas équipés de manomètres faisant apparaître leurs PS au moyen d'un trait rouge sur leur cadran. L'exploitant doit sous 3 mois parfaire l'installation de ces 3 équipements en les fixant au sol et en marquant les cadrans de leurs manomètres conformément aux instructions du fabricant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Equipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18 - I. et 25 - IV.
Thème(s) : Risques accidentels, Requalification périodique
Prescription contrôlée : Article 18 - I. I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique : - deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ; - trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ; - six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition

unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;

- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;
- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;
- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur. [...]

Article 25 - IV.

Il est interdit :

- d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou, le cas échéant, d'un marquage correspondant ; [...]

Constats :

Non-conformité n° 20250724-NC-6 :

L'équipe d'inspection constate d'après la liste des équipements sous pression (ESP) fournie par l'exploitant que les équipements suivants sont exploités en dépassement d'une échéance périodique de requalification :

- Récipient de fabrication ALFA LAVAL numéroté 30106-38864 ;
- Récipients de fabrication HTM STAINLESS numérotés L20100094 01, L20100094 02, L20100094 03 et L20100094 04 ;

L'exploitant doit régulariser sous 3 mois la situation de ces équipements soit en procédant à leur requalification périodique soit en les mettant hors service.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Equipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15 - I.

Thème(s) : Risques accidentels, Inspection périodique

Prescription contrôlée :

I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.

La période maximale est fixée au maximum à :

1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;

2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ;
Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. [...]

Constats :

Non-conformité n° 20250724-NC-7 :

L'équipe d'inspection constate d'après la liste des équipements sous pression (ESP) fournie par l'exploitant que les équipements suivants sont exploités en dépassement d'une échéance périodique d'inspection :

- Récipient de fabrication ALFA LAVAL numéroté 30106-38864 ;
- Récipients de fabrication HTM STAINLESS numérotés L20100094 01, L20100094 02, L20100094 03 et L20100094 04 ;
- Récipients de fabrication COMESSE numérotés 9913, 10026, 9786, 9849, 9947 et 9946 ;
- Récipient de fabrication CLIMAVENETA numéroté 32072214 ;
- Récipients de fabrication ICS numérotés 2200357083 et 2200281024.

L'exploitant doit régulariser sous 3 mois la situation de ces équipements soit en procédant à leur inspection périodique soit en les mettant hors service.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois